



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

STEF S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016
STEF S.A.
93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris ()
Ce rapport contient 46 pages



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

STEF S.A.

Siège social : 93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Capital social : € 13 165 649

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société STEF S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicable en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de la préparation de ses comptes consolidés, STEF S.A. procède à des estimations qui ont des incidences sur certains actifs, passifs, produits et charges, dans les domaines indiqués en note 1 de l'annexe aux comptes consolidés tels que l'estimation des durées d'utilisation des immobilisations et l'estimation de la valeur recouvrable des immobilisations. Nous avons, pour l'ensemble de ces domaines, vérifié le caractère approprié des méthodes comptables suivies, examiné la cohérence des hypothèses retenues, leur documentation et leur traduction chiffrée, et nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations effectuées et vérifié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 18 avril 2017

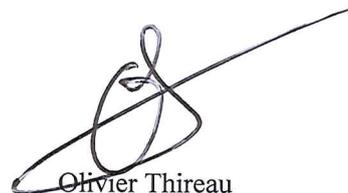
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS



Benoît Lebrun
Associé

MAZARS



Olivier Thireau
Associé

GROUPE STEF

Comptes consolidés
Exercice 2016

GROUPE STEF

Comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	note	Exercice 2016	Exercice 2015	variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.1	2 824 476	2 826 230	(0,1 %)
Consommations en provenance des tiers	4.2	(1 800 286)	(1 817 680)	(1,0 %)
Impôts, taxes et versements assimilés		(59 510)	(60 957)	(2,4 %)
Charges de personnel	4.3	(744 350)	(734 850)	1,3 %
Dotations aux amortissements et dépréciations d'immobilisations	4.10 4.11	(106 902)	(101 484)	5,3 %
(Dotations) Reprises nettes aux dépréciations et provisions	4.4	(618)	(5 603)	
Autres produits et charges opérationnels	4.5	10 451	4 412	
RESULTAT OPERATIONNEL		123 261	110 068	12,0 %
Charges financières	4.6	(12 537)	(14 877)	
Produits financiers	4.6	689	408	
Résultat Financier		(11 848)	(14 469)	18,1 %
RESULTAT AVANT IMPÔT		111 413	95 599	16,5 %
Charge d'impôt	4.7	(24 867)	(23 332)	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	4.13	820	3 019	
RESULTAT		87 366	75 286	16,0 %
* dont part du Groupe		87 052	75 186	15,8 %
* dont intérêts minoritaires		314	100	
EBITDA	4.8	230 781	217 155	6,3 %
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)	
- de base :	4.20	7,08	6,12	15,6%
- dilué :	4.20	7,08	6,12	15,6%

GROUPE STEF

Comptes consolidés

BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

A C T I F S	note	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Actifs non courants			
Ecart d'acquisition	4.9	137 018	134 686
Autres immobilisations incorporelles	4.10	20 919	22 069
Immobilisations corporelles	4.11	1 000 304	949 950
Actifs financiers non courants	4.12	28 475	27 591
Participations dans les entreprises associées	4.13	22 906	23 411
Actifs d'impôt différé	4.14	23 482	30 422
Total de l'actif non courant		1 233 104	1 188 129
Actifs courants			
Stocks et en cours	4.15	36 677	36 372
Clients	4.16	455 263	438 281
Autres créances et actifs financiers courants	4.17	122 308	141 280
Actif d'impôt courant		20 596	13 500
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	4.18	51 526	42 457
Total de l'actif courant		686 370	671 890
Total des actifs		1 919 474	1 860 019
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres			
Capital	4.19	13 166	13 166
Primes		-	-
Réserves		543 866	479 198
Capitaux propres part du Groupe		557 032	492 364
Intérêts minoritaires		2 327	2 026
Total des Capitaux propres		559 359	494 390
Passifs non courants			
Provisions non courantes	4.22 4.23	45 095	37 178
Passifs d'impôt différé	4.14	39 945	47 488
Dettes financières non courantes (b)	4.21	329 374	462 600
Total du passif non courant		414 414	547 266
Passifs courants			
Dettes fournisseurs		356 802	357 138
Provisions courantes	4.23	13 000	14 177
Autres dettes courantes	4.26	333 247	331 428
Dette d'impôt courant		1 305	796
Dettes financières courantes (c)	4.21	241 347	114 824
Total du passif courant		945 701	818 363
Total des capitaux propres et passifs		1 919 474	1 860 019
Endettement net (b) + (c) - (a)		519 195	534 967
Ratio Endettement net / Total des capitaux propres		0,93	1,08

GROUPE STEF

Comptes consolidés

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	note	Exercice 2016	Exercice 2015
RESULTAT DE LA PERIODE		87 366	75 286
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite	4.22	(2 573)	1 273
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables	4.14	520	(455)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat		(2 053)	818
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		229	1 057
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie		1 904	3 592
Charge d'impôt sur les éléments recyclables	4.14	(1 019)	(953)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui sont reclassés ultérieurement en résultat		1 114	3 696
Résultat Global de la période		86 426	79 800
* dont part du Groupe		86 112	79 700
* dont intérêts minoritaires		314	100

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)

	note	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31 décembre 2014		13 516	4 284	484 265	(363)	(54 633)	(10 026)	437 043	3 525	440 568
Dividendes versés				(20 973)				(20 973)	(1 301)	(22 274)
Achats et ventes d'actions propres						(3 541)		(3 541)		(3 541)
Opération d'annulation d'actions propres		(350)	(4 284)	(11 116)		15 750		0		0
Opérations avec les intérêts minoritaires				135				135	(298)	(163)
Total des transactions avec les actionnaires		(350)	(4 284)	(31 954)	0	12 209	0	(24 379)	(1 599)	(25 978)
Résultat global de la période				76 004	1 057		2 639	79 700	100	79 800
Capitaux propres au 31 décembre 2015		13 166	0	528 315	694	(42 424)	(7 387)	492 364	2 026	494 390
Dividendes versés				(23 925)				(23 925)		(23 925)
Achats et ventes d'actions propres						1 072		1 072		1 072
Autres opérations				1 588				1 588		1 588
Opérations avec les intérêts minoritaires	3.2.2			(179)				(179)	(13)	(192)
Total des transactions avec les actionnaires		0	0	(22 516)	0	1 072	0	(21 444)	(13)	(21 457)
Résultat global de la période		0	0	84 999	229		885	86 112	314	86 426
Capitaux propres au 31 décembre 2016		13 166	0	590 798	923	(41 352)	(6 502)	557 032	2 327	559 359

GROUPE STEF

Comptes consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (En milliers d'euros)

	note	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat de la période		87 366	75 286
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions		112 349	108 555
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	4.5	(9 049)	565
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	4.13	(820)	(3 019)
+/- Variation de juste valeur des instruments dérivés	4.6	68	(49)
- Impôts différés	4.14	(2 087)	(4 072)
Capacité d'autofinancement (A)		187 827	177 266
Elimination de la charge (produit) d'impôt	4.7	24 867	23 332
Impôts payés		(33 444)	(13 314)
Variations des autres éléments du BFR		1 187	(41 993)
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)		(7 390)	(31 975)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (C)=(A+B)		180 437	145 291
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	4.10	(8 889)	(5 939)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	4.11	(145 956)	(137 180)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers		(2 302)	(4 907)
- Différés de paiement liés aux acquisitions d'immobilisations financières		0	(601)
-/+ Encaissements et décaissements liés aux acquisitions et cessions d'entreprises nets de la trésorerie acquise (**)	3.2.1	(2 271)	(6 798)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		14 966	14 042
+ Dividendes reçus des entreprises associées		1 647	1 319
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (D)		(142 805)	(140 064)
+/- Achats et ventes d'actions propres		1 072	(3 541)
- Dividendes versés aux actionnaires de STEF		(23 925)	(20 973)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales		0	(1 892)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		243 370	120 390
- Remboursements d'emprunts		(251 386)	(107 420)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (E)		(30 869)	(13 436)
Trésorerie nette à l'ouverture *		7 171	15 381
Trésorerie nette à la clôture *		13 934	7 171
= VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (C+D+E) (*)		6 763	(8 210)

Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit : *		31/12/2016	31/12/2015
		Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.18
Découverts bancaires et crédits spot	4.21	(37 592)	(35 286)
		13 934	7 171
		31/12/2016	31/12/2015
Paiements sur acquisitions d'entreprises	3.2.1	(2 324)	(10 683)
Trésorerie acquise		53	3 885
Décaissement net **		(2 271)	(6 798)

Sommaire

1	Référentiel comptable.....	8
2	Principes comptables	9
2.1	Règles et modalités de consolidation.....	9
2.2	Écarts d'acquisition	9
2.3	Acquisition d'intérêts minoritaires	10
2.4	Autres immobilisations incorporelles	10
2.5	Immobilisations corporelles.....	10
2.6	Actifs financiers non dérivés	10
2.7	Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations	11
2.8	Stocks.....	11
2.9	Actifs non courants détenus en vue de la vente	11
2.10	Impôt sur les bénéfices	12
2.11	Avantages au personnel.....	12
2.12	Actions de performance.....	12
2.13	Passifs financiers non dérivés	12
2.14	Instruments dérivés.....	13
2.15	Provisions	13
2.16	Actions propres.....	13
2.17	Subventions d'investissements	13
2.18	Contrats de location	13
2.19	Conversion monétaire.....	14
2.20	Produits des activités ordinaires	14
2.21	Information sectorielle.....	14
2.22	Options en matière de présentation.....	14
2.23	Indicateurs non comptables	14
3	Périmètre de consolidation.....	15
3.1	Évolution du périmètre	15
3.2	Changements intervenus en 2016	15
3.2.1	Acquisitions, créations.....	15
3.2.2	Acquisition d'intérêts minoritaires	15
3.2.3	Cessions, liquidations, TUP.....	15
3.3	Changements intervenus en 2015 (rappel).....	16
3.3.1	Acquisitions, créations.....	16
3.3.2	Acquisition d'intérêts minoritaires	16
3.3.3	Cessions, liquidations, TUP.....	16
3.3.4	Montée au capital.....	16
4	Notes explicatives sur les comptes.....	17
4.1	Information sectorielle.....	17
4.1.1	Informations par secteurs	17
4.1.2	Informations par zones géographiques	18
4.2	Consommations en provenance des tiers	18
4.3	Charges de personnel.....	19
4.4	Dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions	19
4.5	Autres produits et charges opérationnels	19
4.6	Produits et charges financiers	20
4.7	Charge d'impôt sur les bénéfices	20
4.8	EBITDA.....	21
4.9	Écarts d'acquisition	21
4.10	Immobilisations incorporelles	22
4.11	Immobilisations corporelles.....	23
4.12	Actifs financiers non courants	24

4.13	Entreprises associées	24
4.14	Actifs et passifs d'impôt différé	25
4.15	Stocks.....	26
4.16	Clients.....	26
4.17	Autres créances.....	26
4.18	Trésorerie et équivalents de trésorerie	27
4.19	Capitaux propres.....	27
4.20	Résultat par action	27
4.21	Dettes financières.....	28
4.22	Avantages au personnel	29
4.23	Provisions	31
4.24	Instruments dilutifs	31
4.25	Gestion des risques financiers	32
4.26	Autres dettes	36
4.27	Locations simples	36
4.28	Opérations avec des parties liées	36
4.29	Gestion du capital	37
4.30	Honoraires des Commissaires aux comptes.....	37
4.31	Passifs éventuels	37
4.32	Convention de délégation de service public	37
4.33	Événements postérieurs à la clôture.....	38
5	Liste des sociétés consolidées	39

GROUPE STEF

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES EXERCICE 2016

La société STEF et ses filiales (ci-après STEF ou le Groupe) ont pour principales activités le transport routier et la logistique sous température contrôlée ainsi que le transport maritime.

La société mère, STEF S.A. est une société de droit français dont le siège situé à Paris 8ème – 93, boulevard Malesherbes et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris.

Ces états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société réuni le 16 mars 2017. Ils ne seront définitifs qu'à l'issue de leur approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 10 mai 2017. Sauf indication contraire, les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de STEF, arrondi au millier le plus proche.

1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 de la société STEF sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le référentiel IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs financiers classés comme disponibles à la vente et des équivalents de trésorerie qui sont évalués en juste valeur.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Toutefois, le Groupe a appliqué les amendements et révisions des normes et interprétations suivants dont l'application au sein de l'Union Européenne est devenue obligatoire au 1^{er} janvier 2016 :

- IAS 1 - Amendement : Initiative concernant les informations à fournir ;
- IAS 16 et IAS 38 - Amendements : Clarifications sur les modes d'amortissements acceptables ;
- IFRS 11 - Amendement : Comptabilisation d'acquisition d'intérêts dans une activité conjointe ;
- IAS 19 – Amendement : Avantages du personnel - Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel ;
- IAS 27 – Amendement : Utilisation de la méthode de la mise en équivalence
- IFRS 10, 12 et IAS 28 – Amendements relatifs aux entités d'investissement
- Améliorations annuelles, cycles 2010-2012 et 2012-2014

Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2016.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et amendements suivants dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2016 :

- IAS 7 - Amendements : Initiative concernant les informations à fournir
- IAS 12 – Amendements : Comptabilisation d'actifs d'Impôt différé au titre de pertes latentes
- IFRS 9 : Instruments financiers
- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients
- IFRS 16 : Contrats de locations

Concernant la norme IFRS 15, les contrats opérés par le groupe ont été analysés. Les travaux en cours se concentrent sur les effets éventuels des contrats de la logistique RHD.

Au regard de la norme IFRS 16, le groupe a commencé à établir, en collaboration avec les services concernés, un état des lieux des contrats de location mobiliers et immobiliers.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite, de la part de la Direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur certaines informations données en notes annexes. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du Groupe et des retours d'expérience disponibles.

En raison du caractère incertain inhérent à ces estimations, les montants définitifs peuvent se révéler différents de ceux initialement estimés. Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques et les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière dans les domaines suivants :

- ✦ détermination des durées d'utilisation des immobilisations (note 2.5)
- ✦ détermination de la valeur recouvrable des actifs non financiers à long terme (notes 4.10 et 4.11)
- ✦ qualification des contrats de location (note 2.18)
- ✦ évaluation des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 3.2)
- ✦ reconnaissance des impôts différés actifs (notes 2.10 et 4.14)
- ✦ évaluation des avantages au personnel (note 2.11)

2 Principes comptables

Les méthodes comptables, présentées ci-après, ont été appliquées de manière constante à l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers.

2.1 Règles et modalités de consolidation

Filiales

Les comptes des entités contrôlées sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle sur une entité est acquis lorsque STEF dispose, d'une manière directe ou indirecte, du droit de prendre les décisions d'ordre opérationnel et financier sur une entité, de manière à bénéficier de ses activités. Le contrôle sur une entité est présumé lorsque STEF détient, d'une manière directe ou indirecte, le pouvoir sur l'entité et est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité. STEF a également la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. L'appréciation de l'existence du contrôle se fonde sur les droits de vote dont dispose le Groupe. L'intégration des comptes d'une entité débute à la date de prise de contrôle et prend fin lorsque celui-ci cesse.

Entreprises associées

La mise en équivalence est appliquée aux titres des entités contrôlées conjointement ou dans lesquelles le Groupe dispose d'une influence notable sans pouvoir en exercer le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'au moins 20 % des droits de vote. La mise en équivalence débute lorsque l'influence notable est obtenue et cesse lorsqu'elle disparaît.

Elimination des opérations et résultats intragroupe

Les créances, dettes et transactions entre entités consolidées, sont intégralement éliminées. Les profits internes, réalisés à l'occasion de cessions d'actifs, sont également éliminés de même que les pertes internes. L'existence de pertes internes est un indice de dépréciation.

Les profits et pertes internes entre le Groupe et les entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans ces entreprises.

2.2 Écarts d'acquisition

Les acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Lors de la transition aux IFRS, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. Pour ces regroupements, les écarts d'acquisition correspondent aux montants comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

Les écarts d'acquisition provenant d'acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2004 et antérieures au 1^{er} janvier 2010 sont égaux à la différence existant, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Le groupe évalue l'écart d'acquisition à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, plus
- le montant comptabilisé pour toute participation minoritaire de l'entreprise acquise ; plus, si l'acquisition est réalisée par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs et des passifs, et de certains passifs éventuels identifiables.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition avantageuse, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont évalués ultérieurement, à leur coût, diminué du cumul des dépréciations. Ils font l'objet, a minima, d'un test de dépréciation annuel ou dès survenance d'un événement indicatif d'une perte de valeur.

2.3 Acquisition d'intérêts minoritaires

Les acquisitions d'intérêts minoritaires sont comptabilisées comme des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité et il ne résulte, en conséquence, aucun écart d'acquisition de telles transactions. Les ajustements de participations minoritaires sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

2.4 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, autres que les écarts d'acquisition, sont principalement constituées de logiciels informatiques, créés de manière interne ou acquis. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont amortis linéairement sur leur durée estimée d'utilisation qui actuellement n'excède pas cinq ans.

Les coûts de développement des logiciels à usage interne ou destinés à être commercialisés, sont immobilisés à partir du jour où certaines conditions sont réunies, en particulier lorsqu'il est démontré que ces logiciels généreront des avantages économiques futurs probables du fait d'une amélioration significative des processus d'exploitation, et que le Groupe dispose des ressources techniques et financières suffisantes pour les mener à bien et a l'intention de les utiliser ou de les commercialiser.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par des entrepôts frigorifiques, des plates-formes, des véhicules de transport, des navires transbordeurs et des immeubles de bureau. S'agissant des immobilisations réévaluées antérieurement au 1^{er} janvier 2004, date de transition aux normes IFRS, leurs valeurs réévaluées ont été présumées correspondre à leur coût d'acquisition à cette date.

Les amortissements sont déterminés de manière linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles. La base amortissable est leur coût, à l'exception des entrepôts et plates-formes récents, pour lesquels la base amortissable est égale à 90 % du coût. Lorsque certains éléments des constructions ont des durées d'utilité inférieures à la durée d'utilité de l'ensemble de la construction, ils sont amortis sur leur durée d'utilité propre. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité, estimées à compter de la livraison à neuf sont les suivantes :

⚡ Entrepôts et plates-formes :	25 – 30 ans
⚡ Extensions ultérieures :	20 ans
⚡ Immeubles de bureaux :	40 ans
⚡ Matériel et installation de production :	10 ans
⚡ Agencements et installations :	6 à 10 ans
⚡ Navires :	20 ans
⚡ Matériel de transport :	5 à 9 ans
⚡ Mobilier de bureau :	7 à 10 ans
⚡ Matériel informatique :	3 à 5 ans

Les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction et la production d'un actif éligible sont incorporés au coût de l'actif. Les actifs éligibles sont les navires acquis à neuf, dont la durée de construction excède largement 12 mois.

2.6 Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers comprennent les créances liées à l'exploitation, la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres de participation classés comme disponibles à la vente, les prêts et les dépôts et cautionnements. Ils sont comptabilisés, initialement, à la juste valeur augmentés des coûts d'acquisition sauf dans le cas des actifs évalués à la juste valeur par résultat.

Les créances clients et les autres créances d'exploitation ayant des échéances courtes figurent à l'actif à leur valeur nominale qui est proche de leur juste valeur. En cas de défaillance des débiteurs et d'indication objective de perte de valeur, les créances clients font l'objet de dépréciations pour que leurs montants nets reflètent les flux de trésorerie espérés.

Les prêts sans intérêt, consentis à des organismes dans le cadre de la contribution obligatoire des employeurs à l'effort de construction, sont enregistrés initialement à la juste valeur qui correspond à leur montant actualisé à la date du versement. La différence avec le montant versé est enregistrée en charges au moment du versement.

Les instruments de capitaux propres (titres de participation non consolidés) sont classés comme disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des dépréciations qui sont inscrites en résultat. Les instruments de capitaux propres non cotés, dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière sûre, sont évalués initialement à leur coût, diminué le cas échéant du cumul des dépréciations ultérieures.

Les équivalents de trésorerie sont des investissements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de variation de valeur. Le groupe STEF a opté pour une gestion de ces actifs à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant portées en résultat.

2.7 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

La norme IAS 36 prescrit de s'assurer que la valeur comptable des immobilisations incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) et corporelles, n'excède pas leur valeur recouvrable.

Cette vérification a lieu systématiquement, une fois par an, pour les écarts d'acquisition, les éléments incorporels à durée de vie indéterminée et ceux en cours de développement. Elle est effectuée pour les autres immobilisations lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

La valeur recouvrable d'une immobilisation est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur, nette des coûts de la vente. La valeur d'utilité d'une immobilisation est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de son utilisation. Les immobilisations qui ne produisent pas des flux de trésorerie suffisamment autonomes sont regroupées en unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux plus petits groupes d'immobilisations produisant des flux de trésorerie autonomes. Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des synergies des regroupements d'entreprises correspondants.

Les flux de trésorerie futurs attendus d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie sont établis sur la base d'une projection budgétaire à 5 ans et d'une valeur terminale déterminée par capitalisation d'un flux normatif, obtenu par extrapolation du dernier flux de l'horizon explicite du plan d'affaires, affecté d'un taux de croissance spécifique à l'activité concernée, exception faite de l'UGT Maritime pour laquelle les navires sont évalués à dire d'expert. Les flux ainsi obtenus sont actualisés à un taux déterminé, sur la base du coût moyen pondéré du capital.

Une dépréciation est constatée si la valeur comptable d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Cette dépréciation est d'abord affectée à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition attaché à l'unité génératrice de trésorerie, puis à celle de la valeur comptable des autres actifs de l'unité. Une dépréciation constatée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

2.8 Stocks

Les principaux stocks sont constitués de carburants, de pièces détachées, d'emballages commerciaux et de matières consommables et de marchandises de l'activité restauration. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition et, pour la plupart, valorisés selon la méthode premier entré/premier sorti (FIFO). Les stocks endommagés font l'objet d'une dépréciation, évaluée sur la base de leur valeur probable de réalisation.

2.9 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente), dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par leur utilisation continue, sont classés au bilan comme actifs détenus en vue de la vente. A compter de leur classement sous cette rubrique, ils sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles amortissables ne sont plus amorties à compter de leur classement en actifs détenus en vue de la vente.

2.10 Impôt sur les bénéfices

La charge (ou le produit) d'impôt sur les bénéfices comprend, d'une part, l'impôt exigible au titre de l'exercice, d'autre part, la charge ou le produit d'impôts différés. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global, auxquels cas ils sont comptabilisés en capitaux propres, ou en autres éléments du résultat global.

Des impôts différés sont calculés par entité fiscale lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont évalués en appliquant les taux d'impôt qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporelles, sur la base de législations fiscales adoptées ou quasiment adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles et des pertes fiscales reportables et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que les entités fiscales concernées disposeront de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs pourront s'imputer. Ils sont examinés à chaque date de clôture. Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture. Les effets de changement de taux sont enregistrés en résultat sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement est prise.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi accordé aux entreprises par le gouvernement français au 1er janvier 2013 est établi sur la base annuelle des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC. Ce produit est comptabilisé en minoration des charges de personnel. Il représente 6% de la base annuelle éligible en 2016.

2.11 Avantages au personnel

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le Groupe sont comptabilisés au passif au fur et à mesure de l'acquisition des droits. Ils sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées, appliquée à une estimation des salaires au moment du versement des indemnités. Les écarts actuariels provenant des changements d'hypothèses et des différences entre les prévisions et les montants versés sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

La juste valeur des fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurance pour couvrir l'engagement, est déduite du passif. Les différences entre le rendement réel des fonds cantonnés et le produit financier comptabilisé en résultat, sur la base du taux actuariel retenu pour calculer la dette actuarielle, sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont des rémunérations versées plus d'un an après le terme de la période au cours de laquelle la prestation a été rendue par le salarié. Ils sont comptabilisés au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, et évalués selon les mêmes modalités que les indemnités de fin de carrière. Toutefois, les écarts actuariels qui en résultent sont immédiatement constatés en résultat.

Les engagements avantages post-emploi et les autres avantages à long terme sont évalués par un actuaire indépendant.

2.12 Actions de performance

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions de performance sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution d'actions de performance en France et à l'international représentent un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constituent à ce titre un complément de rémunération supporté par STEF. Leur évaluation est directement liée aux performances du Groupe. En conséquence, STEF a inclus la charge correspondante dans le résultat opérationnel dans la rubrique charges de personnel.

2.13 Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes financières ainsi que celles engendrées par les opérations d'exploitation (fournisseurs et autres). Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur, nette des coûts de transaction. Dans le cas des dettes d'exploitation, du fait de leurs échéances très courtes, leur juste valeur correspond à leur valeur nominale. Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le groupe ne possède pas d'instrument composé au 31 décembre 2016.

2.14 Instruments dérivés

Des instruments dérivés sont mis en place par le Groupe pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt lié à son endettement. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Même lorsque l'objectif du Groupe est de couvrir économiquement un risque, certains instruments dérivés ne remplissent pas les conditions imposées par la norme IAS 39 pour être qualifiés de couverture comptable. Dans ce cas, les variations de valeur ultérieures sont enregistrées en résultat.

Lorsqu'un dérivé a pu être qualifié d'instrument de couverture, les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées comme suit:

- ⊕ s'il s'agit d'une couverture de juste valeur (échange de flux d'intérêts fixes contre des flux variables), celles-ci sont inscrites en résultat, sous la même rubrique que les ajustements de la juste valeur de la dette au titre du risque couvert
- ⊕ s'il s'agit d'une couverture de flux futurs de trésorerie (échange de flux d'intérêts variables contre des flux fixes), celles-ci sont enregistrées comme autres éléments du résultat global, pour la partie efficace de la couverture, et sont, par la suite, transférées en résultat lors de la comptabilisation des flux d'intérêts faisant l'objet de la couverture. La part inefficace est, quant à elle, constatée en résultat.

2.15 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant comporte un certain degré d'incertitude. Elles sont comptabilisées lorsque le Groupe doit faire face à une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'il en résultera une sortie de ressource. Elles sont évaluées pour le montant le plus probable de décaissement à effectuer.

Les provisions pour litiges commerciaux consécutifs à des avaries survenues lors de l'exécution des prestations de transport et de logistique sont évaluées au cas par cas sur la base des réclamations reçues ou connues à la clôture de l'exercice.

2.16 Actions propres

Les montants décaissés par le Groupe pour l'acquisition d'actions STEF (actions propres) sont présentés en déduction des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, les montants encaissés ont pour contrepartie les capitaux propres. Les cessions d'actions propres en tant qu'opération entre actionnaires n'engendrent aucun résultat.

2.17 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des aides reçues d'autorités publiques pour contribuer au financement de certains investissements. Conformément à l'option offerte par la norme IAS 20, le groupe a choisi de présenter les subventions d'investissements en déduction du coût des immobilisations financées, ce qui a pour effet de réduire les bases d'amortissement et les dotations aux amortissements.

2.18 Contrats de location

STEF utilise des contrats de location pour financer une partie de ses immobilisations corporelles, telles que des véhicules "porteurs", des "semi-remorques" et de l'immobilier d'exploitation (entrepôts, plates-formes). Ces locations sont considérées comme des financements lorsqu'elles transfèrent au groupe l'essentiel des risques et des avantages procurés par les actifs loués; tel est notamment, le cas lorsque les contrats donnent au Groupe la faculté de devenir propriétaire en fin de location, dans des conditions suffisamment incitatives à la date de signature des contrats, pour qu'il soit très probable que le Groupe exerce son option d'achat en fin de contrat.

Lorsqu'un contrat de location a, lors de sa mise en place, les caractéristiques d'un financement, les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif pour un montant égal à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des loyers futurs minimaux; en contrepartie, une dette est comptabilisée au passif et se réduit au fur et à mesure du paiement des loyers, pour la part correspondant à l'amortissement de la dette.

Les loyers dus au titre des locations simples sont pris en charge au cours des périodes au titre desquelles ils sont appelés. En cas de loyers dégressifs, STEF procède à leur étalement de manière linéaire sur la durée du contrat et constate les excédents de loyers, à l'actif, en charges constatées d'avance.

2.19 Conversion monétaire

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des créances et dettes qui font partie, en substance, des investissements nets dans les filiales étrangères et qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères, dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les charges et les produits sont convertis au cours moyen de l'exercice qui, sauf fluctuations importantes des cours, est considéré comme approchant les cours en vigueur aux dates des transactions. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

2.20 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, nette des remises et rabais accordés. Ils sont enregistrés lorsqu'il est probable que la contrepartie soit recouvrée et lorsque le degré d'accomplissement des prestations et les coûts associés peuvent être mesurés de façon fiable, quel que soit le type d'activité concernée.

Les produits des activités de transport sont reconnus lorsque la prestation est achevée.

Les produits des activités logistiques sont reconnus au fur et à mesure de l'exécution des prestations convenues.

Les produits provenant des activités maritimes incluent les contributions de l'Office des Transports de Corse prévues au contrat de délégation de service public.

2.21 Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe :

- qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des produits et d'encourir des charges, y compris des produits et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes du Groupe.
- dont le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par la Direction Générale en vue de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance et
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

2.22 Options en matière de présentation

Le Groupe a choisi de présenter, par nature, les charges opérationnelles au compte de résultat.

La charge de l'exercice au titre des régimes de retraite à prestations définies est incluse dans les charges opérationnelles pour son montant total y compris la composante financière.

Les « autres produits et charges opérationnels » comprennent les plus et moins-values sur cessions d'actifs non courants, les dépréciations d'actifs non courants ainsi que les produits et charges opérationnels de montants significatifs, liés à des événements ou opérations inhabituels et qui sont de nature à altérer la comparabilité des exercices.

Le résultat net de change, est présenté en produits financiers (gain net) ou en charges financières (perte nette).

Les flux de trésorerie engendrés par l'activité sont présentés, selon la méthode indirecte, dans le tableau des flux de trésorerie.

2.23 Indicateurs non comptables

Le Groupe présente dans ses états financiers les indicateurs de performance suivants :

EBITDA : cet indicateur est égal au bénéfice opérationnel avant dotations aux amortissements des immobilisations, dépréciations des immobilisations y compris les pertes de valeur des éléments incorporels, dotations/(reprises) sur provisions et écarts d'acquisition négatifs.

Endettement net : cet indicateur est égal au total des dettes financières courantes et non courantes, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Évolution du périmètre

	Filiales	Entreprises associées	Total
Nombre de sociétés au 31 décembre 2015 :	223	8	231
Acquisition VERS EXPRESS (Pays-Bas)	1		
Création STEF IT Portugal	1		
Participation à 40 % dans NETKO (Pays-bas)		1	
Liquidation Brigantine de Navigation		-1	
TUP SCI PPI 45	-1		
TUP SATA MINFOS	-1		
TUP Naval STEF	-1		
Nombre de sociétés au 31 décembre 2016 :	222	8	230

3.2 Changements intervenus en 2016

3.2.1 Acquisitions, créations

- ✚ Fin avril, le Groupe a acquis la totalité des titres de la société VERS EXPRESS aux Pays-Bas par l'intermédiaire de sa filiale STEF Nederland.

L'impact de cette opération se détaille comme suit :

Noms des entités acquises	VERS EXPRESS
Description de l'activité	Transport et distribution
Localisation	Eindhoven (PAYS -BAS)
Date d'acquisition	1er mai 2016
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	100,00%
	En milliers d'euros
Prix du regroupement payé en liquidités	2 100 K€
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés	(232 K€)
Ecart d'acquisition (Profit sur acquisition)	2 332 K€
	<i>du 01/05 au 31/12/2016</i>
Chiffre d'affaires depuis l'acquisition	4 155 K€
Résultat Opérationnel depuis l'acquisition	(150) K€

- ✚ En août, STEF IT France a créé une filiale au Portugal dénommée STEF IT Portugal.
- ✚ Fin décembre, le groupe a acquis par l'intermédiaire de sa filiale STEF NEDERLAND 40 % de la société NETKO. (Pays-Bas)

3.2.2 Acquisition d'intérêts minoritaires

Fin septembre, le groupe a acquis 0,9% du capital de la société STEF Portugal et porte ainsi sa participation à 100%.

3.2.3 Cessions, liquidations, TUP

En juin, la société Suisse, Brigantine de navigation (sans activité) a fait l'objet d'une liquidation.

En juillet, la société SCI PPI a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans la société IMMOSTEF.

Fin décembre, les sociétés NAVAL STEF et SATA MINFOS ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans la société STIM D'ORBIGNY.

3.3 Changements intervenus en 2015 (rappel)

3.3.1 Acquisitions, créations

Le Groupe a acquis :

- Fin février, d'une part 100 % des titres de la société Les Frigorifiques du Périgord et d'autre part une activité liée d'entreposage frigorifique à Thenon.
- Fin mars, 65,95 % des titres de la société GEFA, déjà détenue par le Groupe à 34,02%. Cette société est intégrée globalement dans les comptes consolidés à 99,97 % à compter du 1^{er} avril 2015.
- Après avoir acquis en avril 80 % des titres de la filiale italienne SDR SUD et cédé son fonds de commerce à STEF Italia, le Groupe a procédé à sa liquidation en fin d'année.
- Fin novembre, le Groupe a décidé de s'associer à l'entreprise Cerragel (Groupe Le Garrec) en rapprochant les activités d'entreposage Surgelé de chacun à Boulogne-sur-Mer. Cette opération se traduit par une cession d'actifs immobiliers et d'activité à une joint-venture créée à cette occasion, dénommée NORFRIGO dont le Groupe détient 37,65 % du capital. Cette entité est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. A cette occasion, une plus-value hors groupe a été constatée pour 4,7 M€ (note 4.5)

3.3.2 Acquisition d'intérêts minoritaires

En juin, le groupe a acquis 5,18 % de la société STEF LOGISTIQUE PLOUENAN ce qui porte sa participation dans le capital de cette société à 100%.

En décembre, une augmentation du capital de STEF Portugal de 5 M€, non suivie par les minoritaires, a provoqué la dilution de ces derniers. Le Groupe détient désormais 99,1 % du capital.

3.3.3 Cessions, liquidations, TUP

Fin juin, la société SCI Bruges détenue à 51 % par le Groupe et dont tous les actifs immobiliers avaient été vendus en 2014, a été liquidée.

Fin août, la société STEF Transport Toussieu a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine dans la société STEF Transport Lyon Feyzin.

Fin décembre, la société STEF Transport Allonnes a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine dans la société STEF Transport.

3.3.4 Montée au capital

En mai, le Groupe a augmenté sa participation dans sa filiale Primever par l'acquisition d'actions complémentaires pour passer d'une détention de 33,33% à 49 % du capital.

4 Notes explicatives sur les comptes

4.1 Information sectorielle

L'information sectorielle consiste en une analyse des données consolidées par activités et par zones géographiques. L'information sectorielle, fournie ci-dessous, résulte de l'organisation du Groupe et de son mode de « Reporting » interne.

Il est rappelé que le Groupe identifie et présente, en application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », quatre secteurs opérationnels basés sur l'information transmise, en interne, à la Direction Générale qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Ces quatre secteurs représentent les quatre principales activités du Groupe qui opère chacune de ses activités en France au travers de 2 entités distinctes, STEF Logistique pour la logistique et STEF Transport pour le transport. Le développement international du Groupe se fait sous des entités juridiques regroupant le transport et la logistique. L'activité maritime est, elle, très distincte. Les informations concernant les résultats des secteurs sont incluses dans les tableaux ci-après. La performance de chacun des secteurs présentés est évaluée par la direction générale sur la base de leur résultat opérationnel.

4.1.1 Informations par secteurs

2016	Activités				Autres	Données consolidées
	Transport	Logistique	Internationale	Maritime		
Chiffre d'affaires des activités	1 215 352	505 011	635 160	106 385	362 568	2 824 476
Résultat d'exploitation courant	59 146	19 882	27 225	6 370	186	112 810
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	1 337	139	326	9 070	(421)	10 451
Résultat opérationnel des activités	60 483	20 021	27 552	15 440	(235)	123 261
Charges financières nettes	(3 065)	(1 684)	(3 052)	(6 342)	2 295	(11 848)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(15 576)	(4 996)	(6 812)	(654)	3 171	(24 867)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	0	(2 305)	296	0	2 829	820
RESULTAT	41 842	11 037	17 984	8 444	8 059	87 366
Actifs des activités	726 651	479 409	517 050	143 301	53 063	1 919 474
Actifs non affectés						-
Total des actifs						1 919 474
<i>dont écarts d'acquisition</i>	85 754	3 646	37 948	8 128	1 542	137 018
<i>dont entreprises associées</i>	698	6 341	2 900	0	12 967	22 906
Passifs des activités	355 770	253 975	184 505	13 249	(18 105)	789 394
Passifs non affectés et capitaux propres						1 130 080
Total des passifs						1 919 474
Montant des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice	39 486	23 943	24 227	6 918	12 328	106 902

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres activités » inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 342,3 M€ en 2016 contre 388,4 M€ en 2015. Cette diminution de 12% s'explique principalement par des arbitrages sélectifs opérés par le groupe sur son portefeuille de clients de la RHD (Restauration Hors Domicile).

Le résultat du secteur maritime doit être analysé en tenant compte de la réalisation d'une plus-value nette en résultat opérationnel sur la cession du navire du Scandola de 7 M€.

Les actifs des activités sont constitués de la totalité des actifs du bilan. Les passifs non affectés sont les dettes financières. Ces dernières, dans la mesure où le financement du Groupe est assuré par une structure centrale, ne peuvent être raisonnablement affectées.

2015	Activités					Données consolidées
	Transport (1)	Logistique (1)	Internationales	Maritime	Autres	
Chiffre d'affaires des activités	1 213 289	497 273	596 283	108 991	410 394	2 826 230
Résultat d'exploitation courant	58 592	14 039	27 400	6 803	(1 178)	105 656
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	85	3 884	(87)	176	354	4 412
Résultat opérationnel des activités	59 377	17 223	27 313	6 979	(824)	110 068
Charges financières nettes	(3 169)	(2 129)	(3 418)	(6 473)	720	(14 469)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(16 584)	(5 538)	(4 811)	(81)	3 682	(23 332)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	0	(72)	224	0	2 867	3 019
RESULTAT	39 624	9 484	19 309	425	6 445	75 286
Actifs des activités	712 220	447 720	492 751	158 190	49 137	1 860 019
Actifs non affectés						-
Total des actifs						1 860 019
<i>dont écarts d'acquisition</i>	85 754	3 646	35 616	8 128	1 542	134 686
<i>dont entreprises associées</i>	698	8 646	2 540	0	11 527	23 411
Passifs des activités	371 041	210 520	196 228	27 423	(17 007)	788 205
Passifs non affectés et capitaux propres						1 071 814
Total des passifs						1 860 019
Montant des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice	37 358	23 063	20 105	8 466	12 492	101 484

(1) Les données du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel de l'année 2015 ont été modifiées suite à des reclassements internes opérés en 2016 entre les activités Transport France et Logistique France.

4.1.2 Informations par zones géographiques

	France	Autres régions	Données consolidées
2016			
Chiffre d'affaires	2 168 436	656 040	2 824 476
Actifs non courants des zones	909 786	323 318	1 233 104
2015			
Chiffre d'affaires	2 225 194	601 036	2 826 230
Actifs non courants des zones	873 422	314 707	1 188 129

4.2 Consommations en provenance des tiers

	2016	2015
Achats hors énergie (dont marchandises RHD)	375 902	425 484
Achats de gazole et autres carburants	106 814	114 214
Achats d'autres énergies	44 099	45 690
Sous-traitance transport	828 758	802 300
Loyers et charges locatives	75 079	75 332
Entretien et maintenance	78 642	80 010
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	168 486	156 111
Assurances et avaries	49 163	50 656
Services extérieurs et divers	73 343	67 883
Total :	1 800 286	1 817 680

La variation de ce poste s'explique principalement par la baisse des achats de marchandises de la Restauration Hors Domicile suite à des fins de contrats, par la baisse des charges de carburant et par la hausse de la sous-traitance Transport liée au développement de nos activités.

4.3 Charges de personnel

	2016	2015
Salaires et rémunérations	509 987	505 384
Charges sociales	207 475	206 312
Charges nettes d'indemnités de départ à la retraite	3 158	2 852
Intéressement et Participation des salariés	23 730	20 302
Total :	744 350	734 850

Les charges sociales incluent les charges de l'exercice au titre des médailles du travail. Les éléments relatifs aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont analysés en note 4.22.

Le produit de CICE positionné en minoration des charges sociales représente 18,7 millions d'euros en 2016 (18,6 millions d'euros en 2015).

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont décrites dans la partie « renseignements à caractère général » du rapport de gestion. La charge liée à ces actions s'élève à 0,65 M€ au titre de 2016.

4.4 Dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions

	2016	2015
Dépréciation nette des reprises des créances clients	2 118	(555)
Dépréciation d'autres actifs financiers	(3)	(136)
Mouvements nets sur provisions	(2 733)	(4 912)
Total :	(618)	(5 603)

Les mouvements de provisions sont analysés en note 4.23.

4.5 Autres produits et charges opérationnels

	2016	2015
Plus-values de cessions immobilières	1 036	3 774
Plus value cession Navire	9 108	
Plus ou moins values sur cessions de titres	0	4
Autres	307	634
Total	10 451	4 412

Les plus ou moins-values immobilières nettes réalisées en 2016 comprennent la cession partielle du site d'Ostwald pour 1 million d'euros.

La plus-value sur navire correspond à la cession du Scandola réalisée au premier semestre 2016 avant impôt et participation.

Les plus ou moins-values immobilières nettes réalisées en 2015 comprenaient principalement la cession des sites immobiliers liée à l'opération NORFRIGO pour 4 M€ et des moins-values sur les cessions d'anciens sites EBREX.

4.6 Produits et charges financiers

	2016	2015
Produits financiers		
Autres produits financiers	358	394
Dividendes perçus de participations non consolidées	331	14
Charges financières		
Charges d'intérêts sur passifs financiers au coût amorti	(12 469)	(14 913)
Part inefficace des intruments qualifiés de couverture	(68)	36
Total	(11 848)	(14 469)

La dette du groupe est en majeure partie à taux fixe (voir note 4.25).

Le résultat financier profite de la baisse des taux (Euribor 3M à -0,26% en moyenne sur 2016 contre -0,02% en 2015) malgré la hausse des besoins de financement du Groupe consécutifs à des investissements immobiliers.

4.7 Charge d'impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat :

	2016	2015
Charge d'impôt courant		
- Taxe de 3% sur les dividendes	(718)	(629)
- Autres	(26 236)	(26 775)
Sous-total charge d'impôt courant	(26 954)	(27 404)
Charge/ produit d'impôt différé (note 4.14)	2 087	4 072
Total	(24 867)	(23 332)

Analyse de la différence entre la charge théorique d'impôt calculée sur la base des taux d'imposition applicables à la société mère et la charge effective :

	2016	2015
Résultat avant impôt	111 413	95 599
	34,43%	38,00%
Impôt théorique au taux de (impôt courant):	(38 359)	(36 328)
Produit de CICE non soumis à l'impôt	6 434	7 094
Incidence des résultats de l'activité maritime soumis à la taxe au tonnage *	2 537	173
Incidence fiscale du financement du Piana	635	1 033
Utilisation de déficits antérieurs non activés	888	2 219
Déficits activés dans la période	217	1 459
Différentiel de taux d'impôt à l'étranger	1 003	1 419
Changement taux d'IS France en 2020 (28,92%)	3 086	
Taxe de 3 % sur les dividendes	(718)	(629)
Autres différences permanentes	(589)	227
Impôt effectif	(24 867)	(23 332)
Taux effectif d'impôt	22,3 %	24,4 %

En 2016, l'effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés résulte essentiellement de la réduction du taux d'impôt en France votée dans la Loi de finances 2017, qui porte le taux d'impôt à 28,92 % à partir de 2020.

* La fiscalité supportée sur la plus-value de cession du Scandola s'élève à 0,6 M€.

4.8 EBITDA

	2016	2015
Bénéfice opérationnel	123 261	110 068
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations	106 902	101 484
Dotations nettes sur dépréciations et provisions (note 4.4)	618	5 603
Total	230 781	217 155

4.9 Écarts d'acquisition

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	134 686	132 259
Acquisition de filiales et d'activités	2 332	2 427
Cession de filiales		-
Dépréciations		
Valeur nette au 31 décembre	137 018	134 686

L'acquisition de filiales et activités en 2016 comprend l'écart d'acquisition, en cours d'affectation, dégagé lors de l'acquisition de la société VERS EXPRESS aux Pays Bas pour 2,3 M€.

Des tests de dépréciation ont été effectués à la clôture de l'exercice 2016, conformément à la méthodologie décrite en note 2.7. Pour ce besoin, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui correspondent aux quatre secteurs opérationnels du Groupe.

Les valeurs d'utilité des UGT, qui correspondent aux flux de trésorerie futurs actualisés, ont été déterminées sur la base des principales hypothèses suivantes :

	<u>Transport</u>	<u>Logistique</u>	<u>International</u>	<u>Maritime</u>
- Taux d'actualisation	7 %	7%	7%	7%
- Taux de croissance à long terme	1,5%	2,3%	2,4%	-

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital incluant les paramètres généralement admis (bêta, prime de risque du marché). Ce taux tient compte de l'effet d'impôt.

Pour ce qui concerne l'UGT Maritime, la valeur d'utilité est historiquement déterminée par la somme, d'une part des flux actualisés à horizon de la fin de la DSP et d'autre part de la valeur vénale des navires à dire d'experts utilisée comme valeur terminale. En conséquence du fait de l'échéance de la DSP transitoire à fin 2017, l'essentiel de la valeur est constituée par la valeur de marché des navires au 31 décembre 2016.

Ventilation par secteurs des écarts d'acquisition

	Transport	Logistique	Maritime	Activités Internationales	Autres	Total
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée	96 161	5 717	8 398	40 931	6 730	157 937

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous indique, pour chacune des unités génératrices de trésorerie, la marge des tests correspondant à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable résultant d'une part d'une variation des taux de croissance (baisse d'1pt), d'autre part d'une variation du taux d'actualisation (hausse d'1pt). :

Hypothèses retenues :

Les taux de croissance nominatifs varient de :

Transport	1,5%	à	0,5%
Logistique	2,3%	à	1,3%
International	2,4%	à	1,4%

Le taux d'actualisation (WACC) varie de 7% à 8%

Résultat des tests :

Le taux d'actualisation qui conduirait à des valeurs recouvrables égales aux valeurs nettes comptables se situe à 18,9 %.

en millions d'euros 31/12/2016	Marge de résistance à la variation des taux	
	de croissance (baisse de 1pt)	d'actualisation (hausse de 1pt)
Transport	807	770
Logistique	358	338
Maritime	61	61
Activités Internationales	532	507
TOTAL	1 758	1 676

4.10 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2014	112 031	23 391	135 422
Acquisitions	5 363	576	5 939
Mouvements de périmètre	49		49
Autres variations	2 952	(1 593)	1 359
Cessions et mises au rebut	(2 476)	(353)	(2 829)
Au 31 décembre 2015	117 919	22 021	139 940
Acquisitions	5 654	3 235	8 889
Mouvements de périmètre		(229)	(229)
Autres variations	479	(462)	17
Cessions et mises au rebut	(3 366)		(3 366)
Au 31 décembre 2016	120 686	24 565	145 251
Amortissements et dépréciations	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2014	96 403	11 524	107 927
Dotations	9 946	1 182	11 128
Mouvements de périmètre	49		49
Autres mouvements	1 276	(31)	1 245
Reprises et cessions	(2 477)	(1)	(2 478)
Au 31 décembre 2015	105 197	12 674	117 871
Dotations	9 412	442	9 854
Mouvements de périmètre		(229)	(229)
Autres mouvements	3	(82)	(79)
Reprises et cessions	(3 085)		(3 085)
Au 31 décembre 2016	111 527	12 805	124 332
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	12 722	9 347	22 069
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	9 159	11 760	20 919

4.11 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 31 décembre 2014	995 259	101 476	308 545	482 624	1 887 904
Acquisitions	51 893	18 407	3 413	57 075	130 788
Mouvements de périmètre	12 047			5 634	17 681
Cessions et mises au rebut	(27 034)	(4 886)	(43)	(11 290)	(43 253)
Autres variations (y compris immobs.en cours)	31 270	214		(28 089)	3 395
Au 31 décembre 2015	1 063 435	115 211	311 915	505 954	1 996 515
Acquisitions	59 807	23 936	1 985	66 833	152 561
Mouvements de périmètre	16	568		117	701
Cessions et mises au rebut	(3 689)	(4 061)	(35 336)	(15 915)	(59 001)
Autres variations (y compris immobs.en cours)	15 739	16	2 133	(14 520)	3 368
Au 31 décembre 2016	1 135 308	135 670	280 697	542 469	2 094 144

Amortissements et dépréciations	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 31 décembre 2014	396 805	77 606	201 640	299 909	975 960
Augmentations	44 446	9 384	8 238	28 319	90 387
Mouvements de périmètre	1 987			2 385	4 372
Cessions et mises au rebut	(14 498)	(3 816)	(43)	(13 206)	(31 563)
Autres variations	1 510	156		5 743	7 409
Au 31 décembre 2015	430 250	83 330	209 835	323 150	1 046 565
Augmentations	40 148	12 038	6 683	38 179	97 048
Mouvements de périmètre	13	404		103	520
Cessions et mises au rebut	(2 863)	(3 038)	(33 445)	(14 028)	(53 374)
Autres variations	1 777	10		1 294	3 081
Au 31 décembre 2016	469 325	92 744	183 073	348 698	1 093 840
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	633 185	31 881	102 080	182 804	949 950
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	665 983	42 926	97 624	193 771	1 000 304

Les mouvements de périmètre, en 2015, comprenaient principalement les immobilisations provenant de l'acquisition des sociétés SPEKSNIJDER. En 2016, il s'agit du patrimoine de VERS EXPRESS.

Par ailleurs, les valeurs nettes comptables ci-dessus incluent des immobilisations en cours pour un montant de 36,4 millions d'euros (contre 26,2 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Les commandes fermes d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2016, non encore exécutées, s'élèvent à 45,5 millions d'euros (contre 23 millions d'euros au 31 décembre 2015).

La valeur nette comptable des immobilisations utilisées par le Groupe, par le biais de contrats de location financement, s'analyse comme suit :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
- Véhicules	6 924	2 841
- Installations techniques	77	1 126
- Plate-formes et entrepôts	88 061	98 625
- Terrains attachés	30 412	31 516
Total :	125 474	134 108

4.12 Actifs financiers non courants

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Participations non consolidées	3 080	2 897
Prêts et créances	25 389	23 655
Autres actifs financiers non courants	6	1 039
Total :	28 475	27 591

Les prêts et créances comprennent principalement les prêts versés dans le cadre de la participation à l'effort de construction pour 20,4 millions d'euros en 2016 (18,7 millions d'euros en 2015).

Les autres actifs financiers non courants en 2015 comprenaient principalement une créance relative à la restitution par les banques prêteuses d'un avantage fiscal propre au financement d'un navire.

4.13 Entreprises associées

Les sociétés, dans lesquelles le Groupe détient des participations mises en équivalence, sont citées au paragraphe 5. Les données en milliers d'euros issues des états financiers des sociétés dont les titres sont mis en équivalence sont les suivantes :

2016	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%						(3)	(3)
FROIDCOMBI	25,50%	15 391	6 773	4 427	2 346	598	761	194
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	76 025	42 757	27 396	15 361	7 316	2 709	1 048
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%	27 812	12 339	7 488	4 851	1 898	647	207
OLANO VALENCIA (2)	20,00%				1 787	778	445	89
NETKO (2)	40,00%				557	223		
STEFOWER TUNISIE (2)	49,00%				150	132	8	4
GROUPE PRIMEVER (2)	49,00%				10 044	5 620	3 237	1 586
NORFRIGO (2)	37,65%				24 484	6 341	(6 122)	(2 305)
TOTAL		119 228	61 869	39 311	59 580	22 906	1 681	820

(1) société liquidée en 2016

(2) données chiffre d'affaires et bilanciels non communiquées

Le groupe n'est partie prenante dans aucune co-entreprise.

2015	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%				4	4	(1)	(1)
FROIDCOMBI	25,50%	16 839			2 382	607	1 016	259
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	71 918	41 560	25 940	15 620	7 372	2 869	1 110
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%	27 331	12 172	7 468	4 704	1 851	519	166
OLANO VALENCIA	20,00%				1 341	689	135	27
SDR SUD (2)	20,00%				1 937	-	155	31
STEFOWER TUNISIE	49,00%	214	267	115	152	132	(39)	(19)
GROUPE PRIMEVER	49,00%	103 213	62 957	55 996	6 961	4 109	3 100	1 519
NORFRIGO	37,65%				30 605	8 646	(194)	(73)
TOTAL		219 515	116 956	89 519	63 706	23 411	7 560	3 019

(1) société sans activité ou en cours de liquidation

(2) société liquidée en 2015

4.14 Actifs et passifs d'impôt différé

Les principales natures d'impôt différé, ainsi que leurs variations au cours de l'exercice sont les suivantes :

2016	1er janvier 2016	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2016
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux	851	524	(603)	(100)	672
Différences temporaires fiscales	6 588	(793)	11		5 806
Actualisation des prêts à l'effort construction	1 749	(597)			1 152
Ecarts actuariels IAS 19 R	2 074	(267)	(494)	520	1 833
Application IFRIC 21 sur les charges de C3S	566		(566)		0
Juste valeur des instruments de couverture	4 966	32	(346)	(919)	3 733
Déficits reportables	5 140	(3 430)	350		2 060
Prestations internes immobilisées	2 322	(114)			2 208
Résultats internes	551	(171)			380
Levées d'option crédit bail	4 938	534			5 472
Lease back	29	(18)			11
Provisions retraite	716	(624)	181		273
Autres	(68)	(50)			(118)
Total actifs d'impôt différé	30 422	(4 974)	(1 467)	(499)	23 482
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(19 134)	980			(18 154)
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corp.	(200)	139			(61)
Immobilisations corporelles en location-financement	(17 670)	3 797	423		(13 450)
Réévaluation d'immobilisations	(8 088)	1 830			(6 258)
Impôt de fusion	(2 409)	404	19		(1 986)
Ecarts de conversion	(13)	(47)	37		(23)
Autres	26	(42)	3		(13)
Total passifs d'impôt différé	(47 488)	7 061	482	0	(39 945)
Impact net	(17 066)	2 087	(985)	(499)	(16 463)

En 2016, les variations au compte de résultat comprennent l'effet du changement de taux d'impôt en France à compter de 2020 de 34,43% à 28,92 %.

2015	1er janvier 2015	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2015
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux	733	(85)	252	(49)	851
Différences temporaires fiscales	4 707	1 413	468		6 588
Actualisation des prêts à l'effort construction	2 821	(1 072)			1 749
Ecarts actuariels IAS 19 R	2 529			(455)	2 074
Application IFRIC 21 sur les charges de C3S		566			566
Juste valeur des instruments de couverture	5 987	35	(152)	(904)	4 966
Déficits reportables	4 114	1 026			5 140
Prestations internes immobilisées	2 198	124			2 322
Résultats internes	535	16			551
Levées d'option crédit bail	4 172	775	(9)		4 938
Lease back	59	(30)			29
Provisions retraite	331	385			716
Autres	(202)	71	63		(68)
Total actifs d'impôt différé	27 984	3 224	622	(1 408)	30 422
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(17 071)	-1 710	(353)		(19 134)
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corp.	(512)	312			(200)
Immobilisations corporelles en location-financement	(18 176)	1 062	(556)		(17 670)
Réévaluation d'immobilisations	(6 453)	965	(2 600)		(8 088)
Opérations sur actions propres	(39)	39			0
OBSAAR	47	26			73
Impôt de fusion	(2 686)	277			(2 409)
Ecarts de conversion	30	(6)	(37)		(13)
Autres	70	(117)			(47)
Total passifs d'impôt différé	(44 790)	848	(3 546)	0	(47 488)
Impact net	(16 806)	4 072	(2 924)	(1 408)	(17 066)

Les autres variations comprennent les impacts des entrées de périmètre et des reclassements par nature.

Le Groupe estime que, sur la base des plans d'actions engagés localement et des prévisions de résultat qui en découlent et qui ont été établies sur la base d'hypothèses prudentes, les filiales porteuses de ces actifs disposeront dans un avenir prévisible de bénéfices imposables suffisants sur lesquels les actifs d'impôts différés reconnus pourront s'imputer.

L'ensemble des bases d'impôts différés non reconnues, au titre des pertes reportables, s'élève à fin 2016 à 27 millions d'euros principalement sur la France (identique au 31 décembre 2015)

Les positions nettes d'impôts différés par pays se présentent comme suit :

2016	France	Bénélux	Espagne	Italie	Portugal	Suisse	Total groupe
Impôts différés	(15 581)	(1 179)	483	(689)	332	171	(16 463)

2015	France	Bénélux	Espagne	Italie	Portugal	Suisse	Total groupe
Impôts différés	(18 636)	(1 457)	803	2 108	116	0	(17 066)

4.15 Stocks

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Matières premières et fournitures	18 227	16 589
Marchandises RHD	18 371	19 669
Autres	88	145
Total	36 686	36 403
Dépréciations	(9)	(31)
Total	36 677	36 372

Les stocks de marchandises RHD résultent des activités de négoce pour le compte de certaines enseignes de la restauration.

4.16 Clients

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Montant brut des créances clients	466 170	451 192
Dépréciations	(10 907)	(12 911)
Total	455 263	438 281

Les mouvements de dépréciations des créances clients, constatés en résultat en 2016 et 2015 sont mentionnés en note 4.4. Il n'y a pas de client important au sens d'IFRS 8.

4.17 Autres créances

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Avances et acomptes reçus	25 236	31 374
Créances sociales	2 057	2 189
Créances fiscales hors IS	65 360	64 621
Comptes courants actifs	2 730	3 859
Charges constatées d'avance	9 657	8 121
Autres créances	17 268	31 116
Total	122 308	141 280

4.18 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
VMP et placements	2 275	3 461
Trésorerie active	49 251	38 996
Total	51 526	42 457

Certaines VMP ne remplissant pas les critères de « Cash Equivalent » au sens IFRS ont été reclassées, à hauteur de 1,1 M€ en autres créances et actifs financiers courants.

4.19 Capital social

Le nombre d'actions composant le Capital social est de 13 165 649 actions de valeur nominale de 1€ au 31 décembre 2016 inchangé par rapport à 2015.

Le Conseil d'Administration réuni le 16 mars 2017 a fixé à 2,25 euro par action le dividende à verser au titre de l'exercice 2016 (1,95 euro au titre de l'exercice 2015). Ce dividende n'a pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés 2016 et constituera une dette de la société s'il est approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Pour assurer un certain volume d'échange sur le titre, le Groupe a conclu un contrat de liquidité avec un établissement financier.

4.20 Résultat par action

Le résultat non dilué par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de STEF par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est déterminé en tenant compte des actions émises à la suite de l'exercice d'options de souscription par les bénéficiaires de ces options, des actions propres acquises par le Groupe qui sont déduites et des actions propres attribuées aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions qui exercent leurs options d'achat.

Le calcul du résultat dilué par action est effectué sur la base d'un nombre d'actions majoré par l'effet de l'exercice de l'ensemble de ces instruments.

Le rapprochement entre les actions existantes au début de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions retenu dans les calculs des résultats par action est le suivant :

	exercice 2016	exercice 2015
RESULTAT part de Groupe	87 052	75 186
Nombre d'actions de capital au 31 décembre (a)	13 165 649	13 165 649
Nombre d'actions propres à fin de période (b)	879 475	895 521
Nombre d'actions propres affecté au plan d'action de performance (d)	(26 304)	
Pondération des mouvements d'actions propres de l'exercice (c)	(10 320)	24 335
Nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice pour le calcul du résultat non dilué (a) - (b) + (c) - (d)	12 302 158	12 294 463
Nombre de BSAAR au 31 décembre		
Pondération des mouvements des BSAAR de l'exercice	(447)	(9 506)
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le calcul du résultat par action dilué	12 301 711	12 284 957
Résultat par action en Euro :		
- Non dilué :	7,08	6,12
- Dilué :	7,08	6,12

Le détail des mouvements sur les instruments dilutifs figure en note 4.24.

4.21 Dettes financières

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Dettes financières non courantes		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	279 533	406 378
Dettes liées à des locations financement	40 392	45 337
Juste valeur des instruments financiers dérivés	9 449	10 885
Total	329 374	462 600
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des :		
- Emprunts bancaires et de lignes de crédit spot	38 996	62 509
- Dettes liées à des locations financement	10 081	10 205
- Autres dettes financières diverses	2 992	2 237
- Billets de trésorerie	147 500	
Juste valeur des instruments financiers dérivés	4 186	4 587
Découverts bancaires et crédits à court terme	37 592	35 286
Total	241 347	114 824
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	570 721	577 424

Pour financer ses investissements, le groupe a fait appel principalement à des emprunts bancaires et à l'émission de billets de trésorerie.

L'exigibilité des dettes financières se présente, comme suit, au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015 :

2016	Total	Moins d'un an	Échéances plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits (y compris juste valeur des dérivés)	332 164	43 182	202 991	85 991
Location financement	50 473	10 081	34 049	6 343
Billets de trésorerie	147 500	147 500		
Découverts bancaires	37 592	37 592		
Dettes financières diverses	2 992	2 992		
Total	570 721	241 347	237 040	92 334
2015	Total	Moins d'un an	Échéances plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits (y compris juste valeur des dérivés)	484 359	67 096	324 714	92 549
Location financement	55 542	10 205	36 706	8 631
Découverts bancaires	35 286	35 286		
Dettes financières diverses	2 237	2 237		
Total	577 424	114 824	361 420	101 180

L'exposition du Groupe aux risques de change, de taux et de liquidité du fait de son endettement financier sont analysés en note 4.25.

4.22 Avantages au personnel

La présente note concerne d'une part, les avantages post-emploi à prestations définies qui incluent les indemnités de départ à la retraite en France et en Suisse et les indemnités de fin de contrat de travail en Italie, d'autre part, les autres avantages à long terme qui incluent les médailles du travail en France et en Suisse.

Avantages postérieurs à l'emploi

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Dettes actuarielles	54 838	46 705
Actifs de couverture	(32 838)	(28 929)
s/total Indemnités de départ à la retraite	22 000	17 776
Médailles du travail	9 817	9 380
Total	31 817	27 156

Variation des montants nets comptabilisés au bilan

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Montant au 1 ^{er} janvier	17 776	17 821
Charge de l'exercice	3 158	2 852
Variation de périmètre	494	
Variation des écarts actuariels	2 668	(1 202)
(Prime versée) / remboursement reçu des compagnies d'assurance	80	168
Prestations payées	(2 176)	(1 863)
Montant au 31 décembre	22 000	17 776

Variation de la dette actuarielle

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Montant au 1 ^{er} janvier	46 705	46 073
Droits acquis au cours de l'exercice et coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	3 365	2 852
Prestations payées	(2 176)	(1 863)
<i>Projection de la dette actuarielle au 31 décembre sur la base des hypothèses en début d'exercice</i>	47 894	47 062
Intégration pension Suisse	4 054	0
Variation de périmètre	494	
Écarts actuariels liés à :		
- des hypothèses démographiques	(1 114)	0
- des hypothèses financières	2 743	(949)
- des ajustements d'expérience	767	592
Montant au 31 décembre	54 838	46 705

Détail de la charge de l'exercice

	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 décembre 2015</u>
Droits acquis au cours de l'exercice	2 480	2 585
Coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	885	762
Rendement prévu des fonds cantonnés	(579)	(495)
Intégration pension Suisse	372	0
	3 158	2 852

L'échéancier des versements des prestations théoriques est le suivant :

Années	2017	2018	2019	2020	2021
Versements des prestations théoriques	2 772	1 809	2 029	2 464	3 497

Variation de la juste valeur des actifs de couverture

Juste valeur des actifs au 31 décembre 2014	28 252
Rendement financier attendu pour 2015	495
Ecart actuariels	350
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(168)
Juste valeur des actifs au 31 décembre 2015	28 929
Rendement financier attendu pour 2016	579
Ecart actuariels	(271)
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(80)
Intégration Pension Suisse	3 681
Juste valeur des actifs au 31 décembre 2016	32 838

La charge de l'exercice a été comptabilisée en charges opérationnelles. Les fonds cantonnés, gérés en euros, sont déposés auprès d'investisseurs institutionnels en France et en Suisse. Ils bénéficient de la garantie en capital et, pour l'essentiel, d'une garantie de rendement minimal. Les fonds cantonnés auprès des contrats d'assurances sont composés d'actifs en euros (part principale) et d'actifs diversifiés, offrant pour certains une garantie minimale de taux et dans tous les cas une garantie en capital.

Les principales hypothèses retenues pour évaluer la dette actuarielle, au titre des indemnités de départ à la retraite, sont les suivantes :

	2016	2015
Taux d'actualisation	1,5% (Suisse 0,75%)	2,00%
Taux prévu d'augmentation des salaires	{ 2,25 % ou 1,75 % (Suisse 0%)	2 ou 2,5 %
Taux de rendement attendu des fonds cantonnés	2%	3%
Age de départ à la retraite	De 60 à 66 ans	De 58 à 62 ans
Table de mortalité	{ TGH 05 et TGF 05 RGM/RGF 48 BVG 2015	TGH 05 et TGF 05

L'âge de départ en retraite dépend de la qualification des salariés et des secteurs d'activité au sein desquels ils sont employés. Il est, par ailleurs, retenu, comme hypothèse, que les salariés quittent le Groupe sur la base d'une demande de départ volontaire. Par conséquent, les indemnités qui leur sont versées en France sont assujetties à charges sociales conformément à la loi Fillon de 2003 et aux lois ultérieures de financement de la sécurité sociale.

Un test de sensibilité a été effectué avec un taux d'actualisation variant de 0,25% par rapport au taux ci-dessus. Il conduit à une diminution de l'engagement de 2,9 % ou à une augmentation de 3,3 % selon le sens de la variation du taux d'actualisation.

4.23 Provisions

Le détail des provisions pour risques et charges au bilan est le suivant :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Indemnités de départ à la retraite (cf note 4.22)	22 000	17 776
Médailles du travail	9 817	9 380
Provisions litiges	12 370	13 232
Autres provisions	13 908	10 967
Total	58 095	51 355

La variation des provisions pour risques et charges s'explique principalement par des provisions pour coûts de démantèlement d'actifs immobiliers et des charges non récurrentes liées à des réorganisations de sites.

L'évolution des provisions, autres que celles relatives aux indemnités de départ à la retraite se présente comme suit :

	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2016	9 380	13 231	10 968	33 579
Mouvements de périmètre				0
Autres variations		(40)	(756)	(796)
Dotations	917	10 349	8 353	19 619
Reprises	(480)	(11 170)	(4 657)	(16 307)
Au 31 décembre 2016	9 817	12 370	13 908	36 095
Non courantes	9 817	3 067	10 211	23 095
Courantes	0	9 303	3 697	13 000
Au 31 décembre 2016	9 817	12 370	13 908	36 095

	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1er janvier 2015	9 154	12 764	5 924	27 842
Mouvements de périmètre			624	624
Autres variations	(4)		(2)	(6)
Dotations	947	11 244	6 133	18 324
Reprises	(717)	(10 777)	(1 711)	(13 205)
Au 31 décembre 2015	9 380	13 231	10 968	33 579
Non courantes	9 380	2 861		12 241
Courantes	0	10 370	10 968	21 338
Au 31 décembre 2015	9 380	13 231	10 968	33 579

La provision pour litiges couvre, pour la part courante, les coûts engendrés par les avaries intervenues pendant les prestations de transport, manutention ou entreposage et pour la part non courante la prise en compte de risques dans des contentieux divers.

Les autres provisions couvrent des risques fiscaux et sociaux ainsi que des risques liés à l'activité maritime.

4.24 Instruments dilutifs

	exercice 2016	exercice 2015
	Nombre	Nombre
Nombre d'actions existantes en début de période		19 719
Options sur BSAAR exercées dans la période		(19 719)
NOMBRED'OPTIONS EXISTANTES EN FIN DE PERIODE	0	0

4.25 Gestion des risques financiers

Risque de crédit

Aucun client ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires du Groupe, ce qui limite le risque que la défaillance de l'un d'entre eux puisse avoir des effets significatifs sur les résultats et la situation financière du Groupe. Le groupe dispose également d'un contrat d'assurance contre le risque de défaillance de ses clients qui est renouvelé de manière régulière.

Les placements financiers sont constitués de titres de premier rang et sont négociés avec des banques, elles-mêmes de premier rang.

Le Groupe souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de première catégorie dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes.

Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des dérivés actifs et passifs au bilan.

Risque de taux d'intérêt

L'endettement financier consolidé du Groupe est aujourd'hui pour partie à taux variable et pour partie à taux fixe.

La structure de la dette financière par type de taux, après prise en compte des instruments de couverture en place, est la suivante :

	2016		2015	
	Taux fixes	Taux variables	Taux fixes	Taux variables
Emprunts bancaires	270 675	195 352	268 075	200 812
Dettes liées à des locations-financement	45 337	5 136	35 614	19 928
Dettes financières diverses	2 992	13 636	2 237	15 472
Découverts bancaires et crédits à court terme		37 592		35 286
Total des dettes financières après couverture	319 004	251 717	305 926	271 498

L'objectif du Groupe en termes de gestion du risque de taux d'intérêt est de poursuivre une logique de micro-couverture au fur et à mesure de la signature de nouveaux contrats de financements immobiliers tout en maintenant une veille active de l'évolution des taux d'intérêts afin de couvrir, lorsque les conditions de marché sont favorables, les autres financements du Groupe. Cette politique de couverture du Groupe doit permettre d'optimiser l'adossement des instruments de couverture aux dettes sous-jacentes tout en améliorant son efficacité et en respectant les obligations comptables en termes de comptabilité de couverture.

En France, 28 swaps ont été souscrits entre 2007 et 2016, totalisant un notionnel cumulé couvert de 248 millions d'euros au 31 décembre 2016. En 2014 le groupe avait profité de la baisse des taux d'intérêt afin de convertir une partie de la dette à taux fixe en souscrivant deux swaps adossés aux lignes de crédit moyen terme pour un nominal de 80 millions d'euros, sur une durée de trois ans.

Les autres swaps de taux sont parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 9 et 15 ans à l'origine.

En Espagne, deux swaps couvrent une partie de la dette en crédit-bail pour un montant de près de 5 millions d'euros. Par ailleurs un swap de taux d'intérêts permet de couvrir le financement de la plateforme de Torrejon, pour un notionnel couvert de 6 millions d'euros sur une durée résiduelle de 4 ans.

En Italie, la filiale STEF ITALIA dispose d'un swap de taux parfaitement adossé au financement de la plateforme de Tavazzano, pour un nominal de 7 millions d'euros arrivant à échéance en 2022.

En Belgique, la filiale STEF LOGISTICS SAINTES dispose d'un swap de taux parfaitement adossé au financement de sa plateforme de Saintes, pour un nominal d'environ 3 millions d'euros arrivant à échéance en 2024.

Au Pays-Bas, la filiale Speksnijder acquise en septembre 2014 dispose d'un swap de taux pour un nominal de 0,7 million d'euros arrivant à échéance en 2020.

Analyse de sensibilité au risque de taux :

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêts, à la date de clôture, aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées constantes.

(-) Débit / (+) Crédit	Impact sur le Compte de résultat		Impact sur le résultat global	
	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps
Charges d'intérêt sur actifs/passifs à taux variable	1 190	(1 190)		
Variation de JV des dérivés			4 083	(4 530)
Impact net	1 190	(1 190)	4 083	(4 530)

Exposition du bilan au 31 décembre 2016 au risque de taux

Au 31 décembre 2016	Courant		Non courant	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Dettes financières*	10 247	226 915	39 466	280 457
Actifs financiers non courants (note 4.12)			(25 395)	(3 080)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4.18)		(51 526)		
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	10 247	175 389	14 071	277 377
Notionnels des dérivés	119 527	(119 527)	150 035	(150 035)
Exposition nette après prise en compte des dérivés	129 774	55 862	164 106	127 342

* Hors juste valeur des instruments dérivés

Au 31 décembre 2015	Courant		Non courant	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Dettes financières*	9 351	100 885	28 014	423 701
Actifs financiers non courants (note 4.12)			(24 694)	(2 897)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4.18)		(42 457)		
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	9 351	58 428	3 320	420 804
Notionnels des dérivés	21 067	(21 067)	247 494	(247 494)
Exposition nette après prise en compte des dérivés	30 418	37 361	250 814	173 310

* Hors juste valeur des instruments dérivés

Risque de change

L'essentiel des flux en dehors de la zone euro concerne la Suisse, dont l'activité représente moins de 1 % du chiffre d'affaires du Groupe. Sur ce périmètre, les revenus et les coûts associés sont majoritairement comptabilisés en francs suisses, ce qui limite l'impact d'une variation du taux de change €/CHF sur les résultats du Groupe.

Risque de liquidité

Le Groupe dispose d'une gestion centralisée de trésorerie qui lui assure la maîtrise de l'ensemble des disponibilités de ses filiales.

Les besoins de trésorerie du Groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère.

STEF dispose au 31 décembre 2016, de 15 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 185 millions d'euros. Elles sont utilisées à hauteur de 86 millions au 31 décembre 2016. Les tirages sont effectués pour des périodes comprises entre un et trois mois et portent intérêt au taux du jour du tirage. La durée de vie initiale de ces lignes varie entre 4 et 5 ans.

En février 2016, afin de compléter et diversifier sa base de prêteurs et de réaliser des économies de charges financières, le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie d'un montant plafond de 250 M€. Ces billets sont émis par STEF SA sur des maturités allant de 1 jour à 1 an. L'encours du programme au 31 décembre 2016 était de 148 M€.

La société STEF dispose également de crédits spot totalisant 32 millions d'euros, utilisés en totalité au 31 décembre 2016 et d'autorisations de découverts, sans échéance convenue, totalisant 99 millions d'euros dont 38 utilisées au 31 décembre 2016. Les besoins de trésorerie courants des filiales sont assurés principalement par la maison mère via une convention de centralisation de trésorerie européenne.

Les lignes de crédit confirmées, non utilisées, et les autorisations de découverts disponibles et crédits spot, combinées avec une bonne planification des flux, assurent au Groupe une excellente maîtrise de son risque de liquidité.

Certaines lignes et emprunts sont assortis d'engagements de la part du groupe, notamment le respect de ratios financiers. Les principaux ratios sont les suivants : EBITDA / Charges financières nettes supérieur à 6 ou 6,5 et Endettement Net / Fonds Propres inférieur à 1,7. Au 31 décembre 2016, le Groupe respecte l'ensemble des engagements attachés aux financements dont il dispose.

Les flux de trésorerie contractuels attachés aux passifs financiers et aux dettes de locations financement s'analysent comme suit :

	2016 Valeur comptable	Échéances des flux de trésorerie contractuels		
		Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires	318 528	38 995	194 654	84 879
Location financement	50 473	10 081	34 049	6 343
Découverts bancaires	37 592	37 592		
Billets de trésorerie	147 500	147 500		
Passifs financiers dérivés	13 636	4 187	8 337	1 112
Dettes financières diverses	2 992	2 992		
<i>s/total dettes financières</i>	<i>570 721</i>	<i>241 347</i>	<i>237 040</i>	<i>92 334</i>
Fournisseurs	356 802	356 802		
Autres dettes courantes	334 552	334 552		
Total	1 262 075	932 701	237 040	92 334

Risque sur le gazole

En tant que consommateur important de gazole, STEF qui est exposé aux variations du prix de ce carburant n'envisage pas, pour le moment, de procéder à des achats d'instruments de couverture. Outre les mécanismes de répercussion de cette charge, le Groupe privilégie surtout l'optimisation des achats avec des acheteurs dédiés ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à réduire les consommations des véhicules.

Information sur la juste valeur des instruments financiers par catégorie

	Valeur au bilan 31/12/2016	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Actifs non qualifiés de financiers
Titres de participation non consolidés	203		203		
Autres actifs financiers non courants	7 809			7 809	
Prêts et créances des activités de financement	20 369			20 369	
Titres de placement	94		94		
<i>s/total : actifs financiers non courants</i>	<i>28 475</i>	<i>-</i>	<i>297</i>	<i>28 178</i>	<i>-</i>
Clients	455 263			455 263	
Autres débiteurs	142 904			142 904	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 526	51 526		-	
Actifs	678 168	51 526	297	626 345	-

	Valeur au bilan 31/12/2016	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers non courants	13 636			13 636	
Dettes des activités de financement	519 493		469 020		50 473
Passifs financiers courants	37 592		37 592		
<i>s/total : dettes financières</i>	<i>570 721</i>	<i>-</i>	<i>506 612</i>	<i>13 636</i>	<i>50 473</i>
Fournisseurs	356 802		356 802		
Autres créanciers	334 552		334 552		
Passifs	1 262 075	-	1 197 966	13 636	50 473

	Valeur au bilan 31/12/2015	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Actifs non qualifiés de financiers
Titres de participation non consolidés	347		347		
Autres actifs financiers non courants	8 462			8 462	
Prêts et créances des activités de financement	18 689			18 689	
Titres de placement	93		93		
s/total : actifs financiers non courants	27 591	-	440	27 151	-
Clients	438 281			438 281	
Autres débiteurs	154 780			154 780	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 457	42 457			
Actifs	663 109	42 457	440	620 212	-

	Valeur au bilan 31/12/2015	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers non courants	15 472			15 472	
Dettes des activités de financement	526 666		471 124		55 542
Passifs financiers courants	35 286		35 286		
s/total : dettes financières	577 424	-	506 410	15 472	55 542
Fournisseurs	357 138		357 138		
Autres créanciers	332 224		332 224		
Passifs	1 266 786	-	1 195 772	15 472	55 542

Les actifs et passifs financiers n'entrant pas dans le champ d'application de la norme IAS 39 sont principalement constitués de dettes de location financement.

Hierarchie des justes valeurs au 31 décembre 2016

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers disponibles à la vente		297	
Trésorerie et équivalent de trésorerie		51 526	
Actifs	-	51 823	
Instruments dérivés		13 636	
Passifs		13 636	

Portefeuille des dérivés au 31 décembre 2016

	Juste valeur	A l'actif	Au passif	Part efficace comptabilisée en Résultat Net Global de la période	Nominal couvert	Maturité moyenne	Taux de référence
Swaps	(13 636)		(13 636)	1 904	269 292	3-4 ans	Euribor

Méthode de détermination des justes valeurs

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, et les options reposent sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Sholes).

La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

La juste valeur des dettes à taux variables est sensiblement égale à la valeur comptable au risque de crédit près.

4.26 Autres dettes

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Avances et acomptes versés	34 202	31 740
Dettes sociales	170 363	169 311
Dettes fiscales	95 490	94 681
Produits constatés d'avance	15 624	14 958
Comptes courants passifs	935	1 917
Dettes sur acquis. d'actifs	12 871	6 211
Autres dettes	3 762	12 610
Total	333 247	331 428

4.27 Locations simples

Les loyers comptabilisés en charge au titre des contrats de locations simples sur immobilier, matériels de transports et autres matériels se sont élevés, en 2016, à 75,1 millions d'euros (75,3 millions d'euros en 2015).

4.28 Opérations avec des parties liées

Les parties liées par rapport à STEF sont les entreprises associées, ses administrateurs et ses dirigeants. Sont également dans cette position les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants ainsi que le fonds commun de placement des salariés qui, en agissant de concert, contrôlent 84,6 % des droits de vote à l'assemblée de STEF.

Les rémunérations nettes et autres avantages versés aux administrateurs et aux dirigeants ont été les suivants, en euros :

	2016	2015
Traitements et salaires	1 572 414	1 514 546
Jetons de présence	109 300	118 324
Total	1 681 714	1 632 870
Avantages à court terme :	1 681 714	1 632 870
Avantages postérieurs à l'emploi :	-	-
Avantages à long terme :	Néant	Néant
Indemnités de fin de contrat de travail :	Néant	Néant
Paiements en actions	Néant	Néant

Les salaires et traitements présentés donnent, sur une base annuelle, le cumul des rémunérations nettes ainsi que les avantages versés aux anciens et nouveaux administrateurs et dirigeants.

Les soldes et transactions avec les entreprises associées s'analysent comme suit :

	Soldes au 31 décembre 2016				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts LT	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Groupe Primever	318	(221)			2 338	(8 870)
Froid Combi						
Messageries Laitières	3 156	(1)	2 459	2 442	26 913	(44)
Olano Seafood Iberica						
Olano Valencia	6					
Stefover Tunisie					8	

	Soldes au 31 décembre 2015				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts LT	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Brigantine de Navigation (1)				1		
Groupe Primever	245	(236)			1 640	(7 059)
Froid Combi						
Messageries Laitières	3 191	(1)	2 459	2 469	28 152	(54)
Olano Seafood Iberica						
Olano Valencia	7					
Stefover Tunisie					4	

(1) Société sans activité ou en cours de liquidation.

Toutes les transactions effectuées avec les parties liées sont facturées aux conditions normales du marché. Il n'est pas intervenu de transaction significative, en 2016 et 2015, entre le Groupe, d'une part, et les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants et le fonds commun de placement des salariés d'autre part.

4.29 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers, du marché, de soutenir le développement futur de l'activité et d'assurer la liquidité du titre.

4.30 Honoraires des Commissaires aux comptes

En K€	Cabinet Mazars				Cabinet KPMG			
	Montants		%		Montants		%	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
AUDIT								
I) Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	908	805	92%	92%	773	751	100%	100%
a) Émetteur	107	106	11%	12%	155	153	20%	20%
b) Filiales intégrées globalement	801	699	81%	80%	618	598	80%	80%
II) Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	77	69	8%	8%			0%	0%
a) Émetteur	24	21	2%	2%			0%	0%
b) Filiales intégrées globalement	53	48	5%	5%			0%	0%
TOTAL	985	874	100%	100%	773	751	100%	100%

Les honoraires des autres cabinets s'élèvent à 112 K€ pour l'année 2016 (154 K€ en 2015).

4.31 Passifs éventuels

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe peut être défendeur dans des litiges et contentieux. Il comptabilise une provision à chaque fois qu'il estime probable un dénouement défavorable devant se traduire par une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable. Au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015, il n'existait aucun litige ou contentieux susceptible d'avoir des incidences significatives sur la situation financière du Groupe et ses résultats futurs.

4.32 Convention de délégation de service public

L'activité maritime de STEF est essentiellement exercée par la Méridionale qui assure la desserte de la Corse en vertu d'une convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse (OTC).

Dans le cadre de la précédente délégation de service public qui a pris fin le 31 décembre 2013, il subsiste une créance de 15,2 M€ vis-à-vis de l'Office des Transports Corse qui s'est engagée à la rembourser en 2017.

Une nouvelle convention signée le 24 septembre 2013 avait pris effet le 1er janvier 2014 pour une durée de 10 ans. Cette convention autorisait la Méridionale à assurer l'exploitation de trois cargos mixtes rouliers dans le cadre de la continuité territoriale.

Dans un jugement rendu le 7 avril 2015, le tribunal administratif de Bastia a résilié la convention de Délégation de Service Public (DSP) maritime Corse-continent attribuée au groupement des compagnies La Méridionale et SNCM par la Collectivité territoriale de Corse (CTC) qui couvrait la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2023. La résiliation a pris effet le 1er octobre 2016.

Le 6 janvier 2016, la CMN a conclu avec Mr Rocca, repreneur de la SNCM renommée MCM, une convention de subdélégation pour la desserte de la Corse.

Le 25 juillet 2016, la Méridionale a déposé sa candidature auprès de l'OTC pour l'attribution d'une Délégation de Service Public transitoire entre le 1er octobre 2016 et le 30 septembre 2017.

La méridionale participe à un appel d'offres pour une nouvelle DSP qui prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2017 pour une durée de 21 mois.

4.33 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

5 Liste des sociétés consolidées

En application des règles énoncées au paragraphe 2.1 ci-dessus les sociétés suivantes sont comprises dans les états financiers consolidés:

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-16	31-déc-15
Société STEF-SA (Mère)		
Atlantique SA (Espagne)	100%	100%
Bretagne Frigo	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques de Nord et de l'Est (EFNE)	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques du Sud-Ouest (EFSO)	100%	100%
FSD	100%	100%
GIE STEF Geodis	50%	50%
Institut des métiers du froid	100%	100%
SLD Aix-en-Provence	100%	100%
SNC Navale STEF-TFE	-	100%
SNC PIANA	100%	100%
SNC STEF-TFE Services	100%	100%
STEF Information et Technologies	100%	100%
STEF IT Portugal	100%	-
STEF Logistics Courcelles (Belgique)	100%	100%
STEF Logistics Saintes (Belgique)	100%	100%
STEF Logistique Plouénan	100%	100%
STEF Suisse	99%	99%
STEF Nederland (Pays-Bas)	100%	100%
Vers Express	100%	-
Speksnijder Transport BV et ses filiales	100%	100%
Speksnijder Bodegraven	100%	100%
Speksnijder Transport DHZ BV	100%	100%
Société des Glacières et frigorifiques de St Nazaire (SGN)		
et sa filiale :	100%	100%
SNC Loudéac Froid	100%	100%
Immostef et ses filiales :	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques de Normandie Loire (EFNL)	100%	100%
Frigaurice	100%	100%
Les Frigorifiques du Périgord	100%	100%
GEFA	100%	100%
Normandie Souchet	100%	100%
SCI BV 18	100%	100%
SCI des Vallions	100%	100%
SCI Fresh 5	100%	100%
SCI Fresh 7	100%	100%
SCI Immo	100%	100%
SCI Immotrans 42	100%	100%
SCI PPI 45	-	100%
SNC Adour Cap de Gascogne	100%	100%
SNC Agen Champs de Lassalle	100%	100%
SNC Allonnes Entrepôts	100%	100%
SNC Atton Logistique	100%	100%
SNC Bondoufle La Haie Fleurie	100%	100%
SNC Brignais Charvolin	100%	100%
SNC Burnhaupt Les Mulhouse	100%	100%
SNC Carros La Manda	100%	100%
SNC Cavaillon Le Castanie	100%	100%
SNC Cergy Frais	100%	100%
SNC Cergy Froid	100%	100%
SNC de la Vesvraise	100%	100%
SNC Donzenac Entrepôts	100%	100%
SNC Donzenac La Maleyrie	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT

	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-16	31-déc-15
SNC France Plateformes	100%	100%
SNC Gap Plan de Lardier	100%	100%
SNC Immotrans 49	100%	100%
SNC Immotrans 56	100%	100%
SNC Immotrans 69	100%	100%
SNC La Pointe de Pessac	100%	100%
SNC Le Mans Faraday (ex FIM)	100%	100%
SNC Les Essarts Sainte-Florence	100%	100%
SNC Louverne Les Guichérons	100%	100%
SNC Mâcon Est Replonges	100%	100%
SNC Mions La Perrinière	100%	100%
SNC Plan d'Orgon sur Durance	100%	100%
SNC Reims La Pompelle	100%	100%
SNC Saran Les Champs Rouges	100%	100%
SNC St Herblain Chasseloire	100%	100%
SNC Strasbourg Pont de L'Europe	100%	100%
SNC Toussieu Chabroud	100%	100%
SNC Trangé Le Bois Chardon	100%	100%
SNC Valence Pont des Anglais	100%	100%
STEF Logistique et ses filiales :	100%	100%
KL Services (KLS)	100%	100%
STEF Logistique Aix	100%	100%
STEF Logistique Alsace	100%	100%
STEF Logistique Arnage	100%	100%
STEF Logistique Atton	100%	100%
STEF Logistique Aurice	100%	100%
STEF Logistique Bain de Bretagne	100%	100%
STEF Logistique Bondoufle	100%	100%
STEF Logistique Bourgogne	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Nord	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Sud	100%	100%
STEF Logistique Cergy	100%	100%
STEF Logistique Darvault	100%	-
STEF Logistique Distribution Cergy	100%	100%
STEF Logistique Distribution Montsault	100%	100%
STEF Logistique Distribution Vitry	100%	100%
STEF Logistique Fuveau	100%	-
STEF Logistique Givors	100%	100%
STEF Logistique Tigery	100%	100%
STEF Logistique Le Plessis Belleville	100%	100%
STEF Logistique Lesquin	100%	100%
STEF Logistique Lorraine Surgelés	100%	100%
STEF Logistique Méditerranée	100%	100%
STEF Logistique Midi-Pyrénées Limousin	100%	100%
STEF Logistique Montbartier	100%	100%
STEF Logistique Montsault	100%	100%
STEF Logistique Moulins-Les-Metz	100%	100%
STEF Logistique Nemours	100%	100%
STEF Logistique Niort	100%	100%
STEF Logistique Nord	100%	100%
STEF Logistique Normandie	100%	100%
STEF Logistique Pays de Loire	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-16	31-déc-15
STEF Logistique Pessac	100%	100%
STEF Logistique Rhône-Alpes	100%	100%
STEF Logistique Rouen	100%	100%
STEF Logistique Saint-Dizier	100%	100%
STEF Logistique Saint-Sever	100%	100%
STEF Logistique Santé	100%	100%
STEF Logistique Sorgues	100%	100%
STEF Logistique Tours	100%	100%
STEF Logistique Toussieu	100%	100%
STEF Logistique Vénissieux	100%	100%
STEF Logistique Vitry	100%	100%
STEF Restauration France	100%	100%
STEF Transport Montsoult	100%	100%
STEF TSA	100%	100%
STEF TSA Orléans Nord	100%	-
STEF TSA Rhône Alpes	100%	100%
Stim D'Orbigny et ses filiales :	100%	100%
Atlantique Développement	100%	100%
Sata-Minfos	-	100%
Compagnie Méridionale de Participation (CMP) et sa filiale :	100%	100%
Compagnie Méridionale de Navigation (CMN)		
et ses filiales :	98%	98%
A.M.C	98%	98%
Cie Méridionale de Manutention (CMM)	98%	98%
STEF Transport et ses filiales :	100%	100%
Dispack	100%	100%
Ebrex France et sa filiale :	100%	100%
STEF Logistique Salon de Provence	100%	100%
Immotrans 35	100%	100%
STEF Eurofrischfracht	100%	100%
STEF International Strasbourg	100%	100%
STEF International Paris	100%	100%
STEF International Ouest	100%	100%
STEF International Lyon	100%	100%
STEF International Bordeaux	100%	100%
STEF Logistique Caen	100%	100%
STEF Logistique Vannes	100%	100%
STEF Transport Agen	100%	100%
STEF Transport Alpes	100%	100%
STEF Transport Angers	100%	100%
STEF Transport Avignon	100%	100%
STEF Transport Bordeaux Bègles	100%	100%
STEF Transport Boulogne	100%	100%
STEF Transport Bourges	100%	100%
STEF Transport Brive	100%	100%
STEF Transport Caen	100%	100%
STEF Transport Cavallion	100%	100%
STEF Transport Chaulnes	100%	100%
STEF Transport Clermont-Ferrand	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT

	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-16	31-déc-15
STEF Transport Côte d'Azur	100%	100%
STEF Transport Dijon	100%	100%
STEF Transport Epinal	100%	100%
STEF Transport Saint Lô	100%	100%
STEF Transport Investissement	100%	100%
STEF Transport Landivisiau	100%	100%
STEF Transport Langres	100%	100%
STEF Transport Laval	100%	100%
STEF Transport Le Mans	100%	100%
STEF Transport Le Rheu	100%	100%
STEF Transport Lesquin	100%	100%
STEF Transport Lille	100%	100%
STEF Transport Limoges	100%	100%
STEF Transport Lorient	100%	100%
STEF Transport Lyon	100%	100%
STEF Transport Lyon Est	100%	100%
STEF Transport Mâcon	100%	100%
STEF Transport Marseille	100%	100%
STEF Transport Metz	100%	100%
STEF Transport Metz Nord	100%	100%
STEF Transport Montpellier	100%	100%
STEF Transport Mulhouse	100%	100%
STEF Transport Nantes Carquefou	100%	100%
STEF Transport Narbonne	100%	100%
STEF Transport Niort 1-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Niort 2-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Orléans	100%	100%
STEF Transport Paris Athis	100%	100%
STEF Transport Paris Plessis Belleville	100%	100%
STEF Transport Paris Rungis	100%	100%
STEF Transport Paris Vitry	100%	100%
STEF Transport Pilotage France	100%	100%
STEF Transport Plan d'Orgon	100%	100%
STEF Transport Quimper	100%	100%
STEF Transport Reims	100%	100%
STEF Transport Rennes	100%	100%
STEF Transport Chateaubourg	100%	100%
STEF Transport Rethel	100%	100%
STEF Transport Rouen	100%	100%
STEF Transport Saint Amand	100%	100%
STEF Transport Saint Brieuc	100%	100%
STEF Transport Saintes (Belgique)	100%	100%
STEF Transport Saint-Sever	100%	100%
STEF Transport Strasbourg	100%	100%
STEF Transport Tarbes	100%	100%
STEF Transport Toulouse	100%	100%
STEF Transport Tours	100%	100%
STEF Transport Valence	100%	100%

	SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	
	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-16	31-déc-15
STEF Transport Vannes	100%	100%
STEF Transport Velaines	100%	100%
STEF Transport Vendée	100%	100%
STEF Transport Vire	100%	100%
Epsilon	100%	-
Eta	100%	-
Zeta	100%	-
Stefover	100%	100%
TFE International Ltd (Royaume-Uni)	100%	100%
Tradimar Bordeaux	100%	100%
Transport Frigorifique Normandie	100%	100%
Transports Frigorifiques des Alpes (TFA)	100%	100%
Transports Frigorifiques Spadis et sa filiale :	100%	100%
STEF Transport St-Etienne	100%	100%
STEF Italia Holding et ses filiales :	100%	100%
STEF Logistics Italia Srl	100%	100%
Immostef Italia (détenue à 49% par Immostef France)	100%	100%
STEF Italia SpA et ses filiales :	100%	100%
Calabria Dist Log	51%	51%
SLF Sicilia	97%	97%
STEF Trento	51%	51%
STEF International Italia Srl	100%	100%
STEF Seafood Italia Srl	100%	100%
STEF Logistica e Distribuzione Srl	100%	-
STEF Iberia et ses filiales :	100%	100%
Immostef Portugal	100%	100%
Logirest Slu	100%	100%
STEF Los Olivos	100%	100%
STEF Portugal-Logistica E Transporte, Lda	100%	99%
Immostef Espana et sa filiale :	100%	100%
Friomerk et sa filiale:	100%	100%
Euomerk	100%	100%

	SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	
	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-16	31-déc-15
Participation de STEF SA :		
Société Brigantine de Navigation	-	100%
Participations de STEF Transport :		
Froidcombi	25%	25%
Messageries Laitières	39%	39%
Olano Valencia (Espagne)	20%	20%
Stefover Tunisie (filiale de Stefover)	49%	49%
Groupe Primever (ex Transcosatal Developpement)	49%	49%
Olano Seafood Iberica	32%	32%
Participation d'Immostef :		
Norfrigo	38%	38%
Participation de STEF Nederland :		
Netko	40%	-

